



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

Marseille, le 10 FEV. 2026

**Arrêté n° 2026 – 39 MD
portant mise en demeure
à l'encontre de la société CNM
pour l'exploitation de la Forme 10
située à Marseille**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
préfet des Bouches-du-Rhône,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2025 portant délégation de signature à monsieur Frédéric POISOT, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie) ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2023-171-ENREG en date du 17 août 2023 enregistrant les installations chantier de réparation navale exploitées par la société Chantier Naval de Marseille (CNM), et situées au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13016) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire N°2024-156 PC en date du 31 juillet 2024 ;

Vu les 4 rapports intermédiaires relatifs à l'étude acoustique réalisée au niveau de la forme 10, transmis par courriel en date du 15 décembre 2025 ;

Vu le rapport final relatif à l'étude acoustique réalisée au niveau de la forme 10, référencé TS/1038/3681-K368, et transmis par courriel en date du 15 décembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 30 janvier 2026 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 7 janvier 2026 ;

Considérant que lors de l'analyse des éléments présents dans les différents rapports susvisés, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté, sur la période du 1^{er} août 2024 au 31 juillet 2025, des dépassements réguliers (48 jours soit 17% du temps durant lequel au moins un navire est présent),

Considérant que ces dépassements constatés des limites réglementaires relatives aux niveaux sonores, à la fois en limite de propriété et en zone à émergence réglementée sont imputables à l'activité de la société Chantier Naval de Marseille ;

Considérant que ces dépassements sont très majoritairement constatés en période nocturne (85 % des dépassements), période où ils sont également les plus importants (jusqu'à 5 dB en ZER et 11.5 dB en limite de propriété) ;

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 ;

Considérant que la société Chantier Naval de Marseille n'a porté à la connaissance du préfet ou de l'inspection aucun élément permettant de justifier un retour à la conformité depuis la fin de la période de mesure, pour ce qui concerne les niveaux sonores ;

Considérant la communication à l'exploitant du projet d'arrêté accompagné du rapport d'inspection l'invitant à faire part de ses observations dans le cadre du contradictoire par courrier du 15 janvier 2026 notifié le 22 janvier 2026 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRETE

Article 1

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane – Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13016) est mise en demeure, **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean François LECA, 13002 Marseille), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

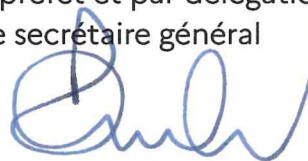
Article 5

- le secrétaire général de la Préfecture,
- le maire de Marseille,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

et toutes autorités de police et de gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'F. Poisot', written in a cursive style.

Frédéric POISOT